

# Chiche, organisons un référendum

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

12 octobre 2018

**Ary Chalus a livré ses attentes** à Guadeloupe 1ère samedi dernier. Il a appelé de ses vœux une assemblée unique. Le président de Région a estimé que si la Guadeloupe avait fait déjà ce choix, elle ne serait pas confrontée à la crise de l'eau (sic). Fort de ce signal, le lendemain dimanche, l'expert ès évolution institutionnelle maison de Guadeloupe 1re, en toute objectivité, est venu dire tout le bien qu'il pensait de cette initiative. Propos d'ensemble : la Martinique s'est dotée d'une assemblée unique. Elle se porte beaucoup mieux que la Guadeloupe (re sic). La loi Notré, réputée régler tous les problèmes lors de la campagne des régionales de 2015, est devenue obsolète. L'enchevêtrement des compétences des deux assemblées pose toujours problème, etc. Mardi 9 octobre, Olivier Serva membre de la majorité régionale prend le contre-pied de son président. *"Nous n'avons pas été élus sur ce programme"* entonne le député de la 1ère circonscription. *"Ce n'est pas une priorité"*, poursuit-il. On pourrait ajouter que ce n'est pas non plus la panacée. Autrement dit, l'assemblée unique ne réglera pas tous les maux. Jeudi 11 octobre, le quotidien de la place fait état du rétropédalage d'Ary Chalus.

**L'annonce était un pétard mouillé.** L'indispensable assemblée unique, solution à tous les problèmes, au final, n'avait rien d'urgent. 2021 serait une échéance bien assez convenable. Et soudain, il devient urgent de se hâter... avec lenteur. Au-delà du bien-fondé ou pas d'un changement institutionnel, la séquence à laquelle les Guadeloupéens ont eu droit, a quelque chose de surréaliste. Le marronnier de l'évolution institutionnelle est toujours utilisé comme leurre par une partie de la classe politique. Il suffit qu'elle soit convaincue d'un malaise persistant dans la population pour actionner ce cache-misère usé. Ces politiques expliquent que si cela va mal, s'ils n'y arrivent pas, c'est parce qu'ils ne disposent pas de pouvoirs suffisants. L'ennui, c'est que, jusqu'à preuve du contraire, la population n'accorde aucun crédit à ce discours. Il est vrai que depuis

quelque temps, se diffuse une musique lancinante selon laquelle sur la question institutionnelle, l'opinion aurait changé. Eh bien chiche. Organisons un référendum.